

Plusieurs dissidents rebelles malades dans deux camps au Burundi

PANA, 29/09/2008 Bujumbura, Burundi - Au moins 120 dissidents du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération du peuple hutu (PALIPEHUTU-FNL, rébellion burundaise) sont atteints de diverses maladies liées au manque d'hygiène dans deux sites du Nord-Ouest du pays, a rapporté, lundi, la Radio nationale du Burundi. Les sites concernés, Randa et Buramata, abritent actuellement plus de 3.000 dissidents du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays sous la protection des forces de maintien de la paix de l'Union africaine (UA).

Le porte-parole des dissidents, God Ship Ntakarutimana, cité par la radio d'Etat burundaise, a insisté entre la simple diarrhée, la dysenterie bacillaire ou encore le choléra, les maux de ventre dont se plaignent 80 malades du site de Randa. Dans l'autre site de rassemblement de Buramata, on décombrerait une quarantaine de dissidents alités pour cause d'épidémie de la malaria. Les stocks de médicaments seraient épuisés, a encore fait savoir à radio Burundi la même source, en se plaignant également au passage de l'absence de visite médicale pour examiner plus attentivement les patients livrés à eux-mêmes. Un processus d'identification de ces dissidents est en cours en prélude à leur démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) dans une nouvelle vie socioprofessionnelle. Des combattants encore fidèles au leader historique du PALIPEHUTU-FNL, Agathon Rwasa, sont également en cours de rassemblement dans le même cadre du processus de DDR. Un peu plus de 2.000 des 21.000 combattants que revendique l'aile majoritaire d'Agathon Rwasa ont été déjà rassemblés dans des sites du Nord-Ouest du Burundi. Au terme du processus de démobilisation, le pouvoir central offre l'intégration, tandis que le PALIPEHUTU-FNL exige plutôt la fusion de ses combattants avec ceux de l'armée régulière. On rappelle que l'aile majoritaire du PALIPEHUTU-FNL est, par ailleurs, liée par un accord de cessez-le-feu avec le pouvoir central à Bujumbura, mais dont la mise en application effective se fait attendre depuis plus de deux ans.